

No. 26441

**FRANCE
and
SAN MARINO**

Cultural and Scientific Agreement. Signed at Paris on 11 December 1985

Authentic texts: French and Italian.

Registered by France on 16 February 1989.

**FRANCE
et
SAINT-MARIN**

Accord culturel et scientifique. Signé à Paris le 11 décembre 1985

Textes authentiques : français et italien.

Enregistré par la France le 16 février 1989.

ACCORD¹ CULTUREL ET SCIENTIFIQUE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE SAINT-MARIN

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République de Saint-Marin,

Désireux de faciliter et de développer les échanges et la coopération entre la France et la République de Saint-Marin dans les domaines de l'enseignement, de la culture, de l'art et de la science, et de resserrer ainsi les liens d'amitié entre les deux Etats,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article I

Les Parties contractantes coopèrent étroitement au développement de la connaissance, dans l'un et l'autre Etat, de leurs langues et de leurs cultures respectives.

Elles sont également résolues à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour assurer le développement d'une coopération scientifique.

Article II

Afin de permettre la coopération définie à l'article 1^{er}, alinéa 1, du présent Accord, chacune des Parties contractantes recherche les méthodes les plus propres à développer et à améliorer l'enseignement de la langue et de la civilisation de l'autre Partie, après consultation des établissements scolaires.

Les deux Parties reconnaissent l'importance de la formation des professeurs chargés de cet enseignement. Dans ce but, elles se réservent la possibilité d'examiner l'éventualité de stages de perfectionnement linguistique ou pédagogique.

Chacune des Parties contractantes favorise également l'enseignement de la langue, de la littérature et de la civilisation de l'autre pays par les moyens extrascolaires, les moyens d'information présents et futurs.

Article III

Chacune des Parties contractantes facilite, dans toute la mesure des possibilités, l'installation et le fonctionnement sur son territoire d'institutions culturelles et scientifiques, afin de promouvoir la connaissance de la langue, de la culture et des activités scientifiques de l'autre Etat. Elle octroie à ces institutions toutes facilités dans le cadre des lois et règlements en vigueur.

Article IV

Les Parties contractantes organisent des échanges de missions de professeurs, de personnalités du monde culturel et artistique, de savants et de chercheurs.

¹ Entré en vigueur le 13 novembre 1986, date de la dernière des notifications (effectuées les 25 août et 13 novembre 1986) par lesquelles les Parties contractantes se sont informées de l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises, conformément à l'article XII.

Ces missions permettent l'établissement de contacts directs, l'amélioration de l'information réciproque et, dans certains domaines à déterminer d'un commun accord, l'instauration d'une coopération.

Article V

Chacune des Parties contractantes accorde des allocations d'études ou de recherche dans des domaines d'intérêt mutuel à des enseignants ou des chercheurs d'un des deux Etats, désireux de poursuivre des études, d'effectuer des recherches ou de parfaire leur formation dans l'autre pays.

A cet effet, les Parties contractantes facilitent l'accès des bénéficiaires aux études et recherches qu'ils souhaitent poursuivre ainsi qu'aux stages qu'ils désirent effectuer.

Article VI

Les Parties contractantes encouragent le développement des échanges dans les domaines du sport, de l'éducation populaire et des loisirs.

Article VII

Les Parties contractantes encouragent l'organisation dans l'un et l'autre Etat, de concerts, d'expositions, de représentations théâtrales, de projections cinématographiques et de toutes autres manifestations de caractère artistique destinées à mieux faire connaître leurs cultures respectives.

Chacune des Parties contractantes s'efforce de faciliter la diffusion, sur son propre territoire, du matériel culturel de l'autre Etat, dans le cadre de la réglementation en vigueur.

Article VIII

Chacun des Gouvernements facilite la coopération et les échanges dans les secteurs des moyens de communication de masse.

Article IX

Afin de développer la coopération dans les domaines d'intérêt mutuel, les Parties contractantes favorisent les relations entre les institutions spécialisées et les échanges d'experts et de chercheurs qui en relèvent.

Article X

Chacun des Gouvernements s'efforce d'accorder aux ressortissants de l'autre pays qui concourent aux diverses activités découlant du présent Accord, ainsi qu'à leurs familles, un traitement favorable compatible avec sa législation en matière d'entrée dans le territoire, de déplacements, de fiscalité et de résidence.

Article XI

Des représentants des deux Gouvernements se réuniront chaque fois que les deux Parties le jugeront nécessaire, pour étudier les résultats obtenus, les projets en cours et le programme des actions à entreprendre.

Ces réunions se tiendront alternativement à Paris et à Saint-Marin.

Article XII

Chacune des Parties contractantes notifie à l'autre l'accomplissement des procédures requises par sa Constitution pour l'entrée en vigueur du présent Accord. Celui-ci prend effet à la date de la dernière de ces notifications.

Article XIII

Le présent Accord est en vigueur sans limitation de durée.

Chaque Partie peut, à tout moment, le dénoncer par la voie diplomatique et par écrit. La dénonciation prend effet six mois après la réception de la notification par l'autre Partie.

FAIT à Paris, le 11 décembre 1985 en double exemplaire original, chacun en langues française et italienne, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République française :

[*Signé*]

JEAN-MICHEL BAYLET

Pour le Gouvernement
de la République de Saint-Marin :

[*Signé*]

GIORDANO BRUNO REFFI

[ITALIAN TEXT — TEXTE ITALIEN]

ACCORDO CULTURALE E SCIENTIFICO TRA IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA DI SAN MARINO E IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA FRANCESE

Il Governo della Repubblica di San Marino e il Governo della Repubblica Francese,

Nel desiderio di facilitare e di sviluppare gli scambi e la cooperazione tra la Repubblica di San Marino e la Francia nei settori dell'insegnamento, della cultura, dell'arte e della scienza, e di rinsaldare così i legami di amicizia fra i due Stati

Hanno concordato le seguenti disposizioni:

Articolo I

Le Parti contraenti cooperano strettamente allo sviluppo della conoscenza, nell'uno e nell'altro Stato, delle loro lingue e delle loro rispettive culture.

Esse sono anche decise a mettere in atto i mezzi necessari per assicurare lo sviluppo di una cooperazione scientifica.

Articolo II

Allo scopo di consentire la cooperazione indicata all'Articolo I, alinea 1, del presente Accordo, ciascuna delle Parti contraenti ricerca i metodi più appropriati per sviluppare e per migliorare l'insegnamento della lingua e della civiltà dell'altra Parte, dopo aver consultato le istituzioni scolastiche.

Le due Parti riconoscono l'importanza della formazione dei docenti incaricati di questo insegnamento. A questo fine esse si riservano la possibilità di esaminare l'eventualità di traliccini di perfezionamento linguistico o pedagogico.

Ciascuna delle Parti contraenti favorisce altresì l'insegnamento della lingua, della letteratura e della civiltà dell'altro Paese avvalendosi di canali extrascolastici e dei mezzi di informazione attuali e futuri.

Articolo III

Ciascuna delle Parti contraenti facilita, nell'ambito di tutte le possibilità esistenti, l'installazione ed il funzionamento sul proprio territorio di istituzioni culturali e scientifiche, al fine di promuovere la conoscenza della lingua, della cultura e delle attività scientifiche dell'altro Stato. Essa accorda a queste istituzioni ogni facilitazione nell'ambito delle leggi e dei regolamenti vigenti.

Articolo IV

Le Parti contraenti organizzano scambi di missioni di docenti, di personalità del mondo culturale ed artistico, di scienziati e di ricercatori.

Queste missioni consentono lo stabilimento di contatti diretti, il miglioramento dell'informazione reciproca e, in certi settori, da definirsi di comune accordo, l'instaurarsi di una cooperazione.

Articolo V

Ciascuna delle Parti contraenti concede borse di studio o di ricerca in settori di reciproco interesse a insegnanti o a ricercatori di uno dei due Stati, desiderosi di perseguire studi, di effettuare ricerche o di completare la loro formazione nell'altro Paese.

A questo fine, le Parti contraenti facilitano l'accesso dei beneficiari agli studi ed alle ricerche che essi desiderano perseguire, così come ai tirocini che essi desiderano effettuare.

Articolo VI

Le Parti contraenti incoraggiano lo sviluppo di scambi nei settori dello sport, dell'istruzione popolare e del tempo libero.

Articolo VII

Le Parti contraenti incoraggiano l'organizzazione, nell'uno e nell'altro Stato, di concerti, di esposizioni, di rappresentazioni teatrali, di proiezioni cinematografiche e di ogni altra manifestazione a carattere artistico destinata a fare meglio conoscere le loro rispettive culture.

Ciascuna delle Parti contraenti si adopera per facilitare la diffusione, sul proprio territorio, del materiale culturale dell'altro Stato, nell'ambito della regolamentazione vigente.

Articolo VIII

Ciascuno dei Governi facilita la cooperazione e gli scambi nei settori dei mezzi di comunicazione di massa.

Articolo IX

Allo scopo di sviluppare la cooperazione nei campi di reciproco interesse, le Parti contraenti favoriscono le relazioni tra le istituzioni specializzate e gli scambi di esperti e di ricercatori ad esse collegati.

Articolo X

Ciascuno dei Governi si impegna ad accordare ai cittadini dell'altro Paese che concorrono alle diverse attività derivanti dal presente Accordo, così come alle loro famiglie, un trattamento favorevole compatibile con la propria legislazione in materia di ingresso nel territorio, di trasferimento, di trattamento fiscale e di residenza.

Articolo XI

Rappresentanti dei due Governi si incontreranno, ogni volta che le due Parti lo riterranno necessario, per valutare i risultati conseguiti, i progetti in corso e il programma delle attività da intraprendere.

Questi incontri si terranno alternativamente a Parigi e a San Marino.

Articolo XII

Ciascuna delle Parti contraenti notifica all'altra l'espletamento delle procedure richieste dal proprio Ordinamento per l'entrata in vigore del presente Accordo. Questo produce i suoi effetti alla data dell'ultima di queste notifiche.

Articolo XIII

Il presente Accordo ha validità senza limiti di durata.

Ogni Parte può, in ogni momento, denunciarlo attraverso i canali diplomatici e per iscritto. La denuncia produce i suoi effetti sei mesi dopo la ricezione della notifica dall'altra Parte.

FATTO a Parigi, l'11 dicembre 1985, in doppio esemplare originale, ciascuno in lingue italiana e francese, i due testi facenti ugualmente fede.

Per il Governo
della Repubblica di San Marino:

[*Signed — Signé*]

GIORDANO BRUNO REFFI

Per il Governo
della Repubblica Francese:

[*Signed — Signé*]

JEAN-MICHEL BAYLET

[TRANSLATION — TRADUCTION]

CULTURAL AND SCIENTIFIC AGREEMENT¹ BETWEEN THE
GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOV-
ERNMENT OF THE REPUBLIC OF SAN MARINO

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of San Marino,

Desiring to facilitate and promote exchanges and cooperation between France and the Republic of San Marino in the fields of education, culture, art and science, and thereby strengthen the ties of friendship between the two States,

Have agreed as follows:

Article I

The Contracting Parties shall cooperate closely in developing knowledge, in both States, of their respective languages and cultures.

They also propose to undertake the necessary measures to ensure the development of scientific cooperation.

Article II

To create conditions for the cooperation referred to in the first paragraph of article I of this Agreement, each Contracting Party shall seek the most suitable means of promoting and improving instruction in the language and culture of the other Party, in consultation with its schools.

The two Parties recognize the importance of training teachers responsible for providing such instruction. They reserve the right to consider the possible organization of refresher courses in language teaching and in education for that purpose.

Each Contracting Party shall also encourage the teaching of the language, literature and culture of the other country using out-of-school methods, and existing and future information media.

Article III

Each Contracting Party shall, as far as possible, facilitate the establishment and operation in its territory of cultural and scientific institutions to promote knowledge of the language, culture and scientific activities of the other State. It shall make available to those institutions every facility permissible under the laws and regulations in force.

Article IV

The Contracting Parties shall organize exchange visits by teachers, prominent personalities from the cultural and artistic world, scientists and scholars.

¹ Came into force on 13 November 1986, the date of the last of the notifications (effected on 25 August and 13 November 1986) by which the Contracting Parties informed each other of the completion of the required constitutional procedures, in accordance with article XII.

These visits will make possible the establishment of direct contacts, improved exchanges of information and the institution of cooperation in certain areas to be determined by mutual agreement.

Article V

Each Contracting Party shall provide grants for study or research in fields of mutual interest to teachers and scholars from either State who wish to pursue their studies, carry out research or complete their education and training in the other country.

To that end, the Contracting Parties shall facilitate access by the recipients of such grants to the studies and research they wish to pursue and to the training courses they wish to take.

Article VI

The Contracting Parties shall encourage the development of exchanges in the fields of sport, popular culture and leisure activities.

Article VII

The Contracting Parties shall encourage the organization, in both States, of concerts, exhibitions, theatre performances, film showings and any other events of an artistic nature designed to promote a better knowledge of their respective cultures.

Each Contracting Party shall endeavour to facilitate the dissemination, in its territory, of the cultural material of the other State, within the framework of the regulations in force.

Article VIII

Each Government shall facilitate cooperation and exchanges in the field of the mass media.

Article IX

In order to develop cooperation in areas of mutual interest, the Contracting Parties shall encourage contacts between specialized institutions and exchanges of experts and researchers from such institutions.

Article X

Each Government shall endeavour to afford nationals of the other country taking part in the various activities arising from this Agreement, and their families, favourable treatment compatible with its legislation with respect to entry into its territory, travel, taxation and residence.

Article XI

Representatives of the two Governments shall meet whenever the two Parties deem it necessary to consider the results achieved, ongoing projects and plans for future activities.

The meetings shall be held alternately in Paris and in San Marino.

Article XII

Each Contracting Party shall notify the other of the completion of the procedures required by its Constitution for the entry into force of this Agreement. The Agreement shall take effect on the date of the later of the two notifications.

Article XIII

This Agreement shall remain in force for an indefinite period.

Either Party may denounce it at any time in writing through the diplomatic channel. The denunciation shall take effect six months after receipt of notification by the other Party.

DONE at Paris on 11 December 1985, in two original copies in the French and Italian languages, both texts being equally authentic.

For the Government
of the French Republic:

[Signed]

JEAN-MICHEL BAYLET

For the Government
of the Republic of San Marino:

[Signed]

GIORDANO BRUNO REFFI
